

Journal de Roubaix

DIRECTRICE: MADAME VEUVE ALFRED REBOUX



ABONNEMENTS..... Nord et Hainauts..... 3 mois, 22.00; 6 mois, 40.00; 1 an, 76.00
France et Belgique..... 3 mois, 23.00; 6 mois, 43.00; 1 an, 80.00
Etranger: Tarif A..... 3 mois, 35.00; 6 mois, 70.00; 1 an, 140.00
Tarif B..... 3 mois, 50.00; 6 mois, 100.00; 1 an, 200.00

ANNONCES..... ROUBAIX..... 63 à 71, Grande-Rue. Tél. 24 et 1900. Inter. 6.
TOURCOING..... 33, rue Carnot. Tél. 37.
LILLE..... 2, rue Falckherbe. Tél. 57.07.
PARIS..... 13, boulevard des Italiens. Tél. Louvre 09.49.

CHEQUES POSTAUX 67 LILLE

LE CENTENAIRE DE L'INDÉPENDANCE DE LA BELGIQUE

Un vent de bataille passe sur le pays

Naturellement, les événements des derniers jours d'août 1830, à Bruxelles, avaient eu leur répercussion en province. Toutes les grandes villes frémissent à leur tour. La tension des esprits, depuis plusieurs années, était extrême. Et ce que l'on apprit, par la suite, du chef-lieu du Brabant, loin de contribuer à l'apaisement, ne fit au contraire qu'exciter la ferveur générale.

Ne disait-on pas partout que le baron d'Hoogvoort et ses collaborateurs n'abandonneraient point le pouvoir et que la garde civile restait armée et continuait à tenir Bruxelles? Maintenant que l'émeute était terminée, n'auraient-ils pas dû passer la main à l'autorité légale, aux Hollandais, restés cantonnés sur la place du Palais?

Le drapeau aux armes d'Orange n'aurait-il pas dû reprendre sa place à la façade des établissements publics? Or, nulle part ne se voit ce drapeau. Bien plus, l'état-major hollandais resté à Bruxelles, est désemparé. Craint-il que les émeutes qui viennent d'éclater à Paris ne se reproduisent ici?

Pense-t-il que la temporisation aura plus d'effet que la violence? En tous cas, les renforts militaires qui viennent d'Anvers et de Gand, sont arrivés en cours de route.

Un motus virandi est conclu entre le général hollandais de Bylant et l'autorité provinciale qui a siège à l'Hotel de Ville. Nous nous abstenons de toute intervention armée, dit en substance le chef hollandais aussi longtemps que la population respectera les autorités légales et s'abstiendra de tout désordre.

C'est donner au groupe d'Hoogvoort une consécration officielle. Les Hollandais reconnaissent déjà l'existence d'une autorité belge, intronisée en dehors de toute légalité.

Pour la première fois, l'opposition au pouvoir occupant, sortait des limbes et prenait corps. Dans l'état général des esprits, c'était une victoire sans précédent qu'un souverain habile, sage et avisé aurait cependant pu tourner en sa faveur et en son profit par des concessions appropriées.

Mais on a déjà vu que Guillaume d'Orange n'a aucune de ces qualités. Pendant qu'il tergiversait gâté entre les appréhensions pour l'avenir et le désir de rester maître de ces indocobables Belges, ceux-ci se dressaient contre les Hollandais en Flandre et en «Wallonie». Les insurrections locales se multipliaient. L'autorité des administrations nationales se constituait; elles organisaient des gardes bourgeoises dans lesquelles entrent, comme à Bruxelles, des représentants de toutes les classes sociales, et, comme à Bruxelles aussi, ces gardes doivent réprimer des émeutes populaires devant lesquelles les autorités hollandaises baissent pavillon.

Lige, dans cette effervescence générale, est bien «la Cité ardente» que l'on connaît. D'abord, des éléments suspects percent et prennent le dessus. Des fabricants furent évacués et pillés, en même temps que l'on saccagea les hôtels et les maisons des Hollandais et de leurs partisans. On ne travailla plus et des bandes de chômeurs se répandaient dans les campagnes pour exiger et voler des vivres.

Verviers, Huy, Namur, Charleroi, Mons, Tournai, Ath, Wavre se suivent l'exemple de Bruxelles et de Liège.

En Flandre, les autorités hollandaises réagissent mieux qu'en Wallonie. A Gand, Bruges et Courtrai, notamment, elles refusent toute collaboration avec les gardes ou les autorités civiles. L'élan national et social n'y est pas moins puissant que dans les cités wallonnes; mais, plus que dans celles-ci, le vieux libéralisme, à base anticléricale, y est resté puissant.

D'autre part, continue le cercle flamand est à la tête du mouvement antihollandais. Les anticléricaux ont le pouvoir qui protège leurs affaires tout en résistant aux «Congrégations romaines».

Mais en Wallonie, sans difficultés, les Belges, installés dans les hôtels de ville, rétablissent l'ordre à la place des Hollandais. Même à Liège, la Commission de sûreté administrative avec l'autorisation du gouverneur étranger. Partout, les populations s'apaisent, heureuses d'être commandées par des Belges.

LE NOUVEAU SÉNATEUR DE LA CORSE

Le représentant de l'Allemagne à Moscou a demandé en outre l'exécution des engagements contractés par le service commercial des Soviets à l'égard des firmes allemandes. Ces derniers, après avoir obtenu des Soviets des promesses séduisantes, ont été trompés et volés.

On considère en général dans les milieux économiques allemands que M. von Dirksen n'a pas accompli sa mission et que d'ores et déjà, on peut la considérer comme terminée.

LA TANTE DU DOCTEUR LAGET N'A PAS ÉTÉ EMPISONNÉE

Montpellier, 13 mai. — Les professeurs Fonzen-Dieson et Cavallieri, chargés par M. Aymeric, juge d'instruction, à Béziers, d'examiner les restes du corps de Mme Pitoiset, exhumés dernièrement dans le petit cimetière de Villeveyrie, ont eu aujourd'hui un long entretien. L'examen est à peu près terminé, et le rapport sera remis très prochainement au magistrat instructeur.

Malgré la réserve observée par les deux experts, nous pouvons indiquer à la façon certaine que l'analyse de poison n'a été décelée dans les restes de Mme Pitoiset. Étant donné ce résultat négatif, l'exhumation du corps de M. Laget père, qui était envisagée, ne sera pas ordonnée.

M. Doumergue a débarqué à Marseille et a pris le train pour Paris



M. DOUMERGUE ASSISTE AU DÉFILE DES UNITÉS NAVALES (Photo Branger.)

Marseille, 13 mai. — La traversée de la division présidentielle a été favorisée, à la division dans sa plus grande partie, par un temps magnifique et une mer particulièrement belle. La division est sortie lentement de la rade d'Oran accompagnée par de nombreuses petites embarcations surchargées de spectateurs, acclamant une dernière fois le chef de l'Etat. Toutes les crêtes des falaises étaient garnies des Oranais qui n'avaient pu venir au port. Tant que le «Duquesne», le «Suffren» et le «Colbert» ont été en vue, le public n'a cessé d'agiter des mouchoirs et de petits drapeaux et de pousser des vivats.

À une vingtaine de kilomètres de la côte attendait, marchant à vitesse réduite, toute l'escadre de la Méditerranée rangée en ligne; à droite, les torpilleurs et sous-marins; à gauche, les grands bâtiments, la «Provence», la «Bretagne», le «Paris», le «Béarn» en tête, précédant les contre-torpilleurs.

Lorsque le «Duquesne» est arrivé à la hauteur de l'escadre, tous les bâtiments ont tiré des salves et rendu les honneurs réglementaires.

M. Doumergue, sur la passerelle du «Duquesne»; MM. Paul Doumer, Perrot et Laurent Eynac à bord du «Suffren», ont suivi le défilé de l'armée navale. Pendant une demi-heure, l'escadre réglait sa marche sur celle du «Duquesne», à l'exception de la «Bretagne», qui, à l'instigation de son commandant, a fait un tour de cercle pour regarder les côtes d'Afrique où, dans quelques jours, elle va se livrer à d'importantes manœuvres.

Le président a pu admirer ensuite un splendide coucher du soleil et suivre les échos d'une troupe nombreuse de matelots qui n'étaient pas les trois navires.

Après le dîner le président a regardé, penché sur sa table, les journaux et les lettres.

Après le dîner le président a regardé, penché sur sa table, les journaux et les lettres.

BILLET PARISIEN

Déjeuner diplomatique

(D'UN RÉDACTEUR SPÉCIAL)

PARIS, 13 MAI (MINUIT).

MM. Briand et Grandi, ministres des Affaires étrangères de France, de Grande-Bretagne et d'Italie, ont rompu aujourd'hui, à Genève, le pain de l'amitié. Ces sortes de déjeuners diplomatiques sont devenues une habitude dans la ville de la Société des Nations. Ils ont de multiples avantages: créant une atmosphère d'intimité et de cordialité autour des problèmes internationaux les plus arides, ils permettent d'introduire un facteur de bonne volonté individuelle qui, dans certains cas, a été décisif. Certes, il est aussi des inconvénients, car ils risquent de donner lieu à des improvisations hasardeuses; mais lorsqu'il s'agit simplement de marier des négociations difficiles — et c'est évidemment le cas du déjeuner d'aujourd'hui — cette diplomatie familière ne peut avoir que de bons résultats.

Il avait primitivement été question d'un déjeuner réunissant tête à tête MM. Briand et Grandi, mais finalement M. Henderson a été invité lui aussi. On sait que le ministre anglais a proposé tacitement son entremise aux gouvernements de Paris et de Rome, le programme naval italien inquiétant les ministres travaillistes, qui y voient les signes avant-coureurs d'une rivalité armements. Pour prévenir cette éventualité, ils sont prêts à user de leur influence auprès de la France et de l'Italie. Aux Italiens, ils disent que la France fera sûrement des concessions à leur point de vue; aux Français, ils ne manquent pas de représenter que leur intérêt bien compris est de ne pas adopter une attitude intenable à l'égard des Italiens.

Nous avons, quant à nous, le plus vif désir de nous entendre avec les Italiens, à la seule condition de ne pas sacrifier notre sécurité et celle de nos colonies. Nous croyons, nous aussi, qu'un accord raisonnable et durable est possible avec eux; aussi nous ne nous dérobon pas aux conversations suggérées par M. Henderson. Mais ces conversations peuvent-elles aller bien loin si le Gouvernement italien s'obstine à réclamer l'égalité d'armements entre la France et l'Italie? Cette égalité serait en réalité une ingérence et une violation des traités existants. Ce n'est pas à nous de nous occuper de la question de l'égalité, mais de faire observer que la France ne saurait accepter d'être traitée à l'égalité avec une puissance qui possède des moyens de défense supérieurs à ceux de la France.

Nous sommes, quant à nous, le plus vif désir de nous entendre avec les Italiens, à la seule condition de ne pas sacrifier notre sécurité et celle de nos colonies. Nous croyons, nous aussi, qu'un accord raisonnable et durable est possible avec eux; aussi nous ne nous dérobon pas aux conversations suggérées par M. Henderson. Mais ces conversations peuvent-elles aller bien loin si le Gouvernement italien s'obstine à réclamer l'égalité d'armements entre la France et l'Italie? Cette égalité serait en réalité une ingérence et une violation des traités existants. Ce n'est pas à nous de nous occuper de la question de l'égalité, mais de faire observer que la France ne saurait accepter d'être traitée à l'égalité avec une puissance qui possède des moyens de défense supérieurs à ceux de la France.

Nous sommes, quant à nous, le plus vif désir de nous entendre avec les Italiens, à la seule condition de ne pas sacrifier notre sécurité et celle de nos colonies. Nous croyons, nous aussi, qu'un accord raisonnable et durable est possible avec eux; aussi nous ne nous dérobon pas aux conversations suggérées par M. Henderson. Mais ces conversations peuvent-elles aller bien loin si le Gouvernement italien s'obstine à réclamer l'égalité d'armements entre la France et l'Italie? Cette égalité serait en réalité une ingérence et une violation des traités existants. Ce n'est pas à nous de nous occuper de la question de l'égalité, mais de faire observer que la France ne saurait accepter d'être traitée à l'égalité avec une puissance qui possède des moyens de défense supérieurs à ceux de la France.

Nous sommes, quant à nous, le plus vif désir de nous entendre avec les Italiens, à la seule condition de ne pas sacrifier notre sécurité et celle de nos colonies. Nous croyons, nous aussi, qu'un accord raisonnable et durable est possible avec eux; aussi nous ne nous dérobon pas aux conversations suggérées par M. Henderson. Mais ces conversations peuvent-elles aller bien loin si le Gouvernement italien s'obstine à réclamer l'égalité d'armements entre la France et l'Italie? Cette égalité serait en réalité une ingérence et une violation des traités existants. Ce n'est pas à nous de nous occuper de la question de l'égalité, mais de faire observer que la France ne saurait accepter d'être traitée à l'égalité avec une puissance qui possède des moyens de défense supérieurs à ceux de la France.

Nous sommes, quant à nous, le plus vif désir de nous entendre avec les Italiens, à la seule condition de ne pas sacrifier notre sécurité et celle de nos colonies. Nous croyons, nous aussi, qu'un accord raisonnable et durable est possible avec eux; aussi nous ne nous dérobon pas aux conversations suggérées par M. Henderson. Mais ces conversations peuvent-elles aller bien loin si le Gouvernement italien s'obstine à réclamer l'égalité d'armements entre la France et l'Italie? Cette égalité serait en réalité une ingérence et une violation des traités existants. Ce n'est pas à nous de nous occuper de la question de l'égalité, mais de faire observer que la France ne saurait accepter d'être traitée à l'égalité avec une puissance qui possède des moyens de défense supérieurs à ceux de la France.

Nous sommes, quant à nous, le plus vif désir de nous entendre avec les Italiens, à la seule condition de ne pas sacrifier notre sécurité et celle de nos colonies. Nous croyons, nous aussi, qu'un accord raisonnable et durable est possible avec eux; aussi nous ne nous dérobon pas aux conversations suggérées par M. Henderson. Mais ces conversations peuvent-elles aller bien loin si le Gouvernement italien s'obstine à réclamer l'égalité d'armements entre la France et l'Italie? Cette égalité serait en réalité une ingérence et une violation des traités existants. Ce n'est pas à nous de nous occuper de la question de l'égalité, mais de faire observer que la France ne saurait accepter d'être traitée à l'égalité avec une puissance qui possède des moyens de défense supérieurs à ceux de la France.

Nous sommes, quant à nous, le plus vif désir de nous entendre avec les Italiens, à la seule condition de ne pas sacrifier notre sécurité et celle de nos colonies. Nous croyons, nous aussi, qu'un accord raisonnable et durable est possible avec eux; aussi nous ne nous dérobon pas aux conversations suggérées par M. Henderson. Mais ces conversations peuvent-elles aller bien loin si le Gouvernement italien s'obstine à réclamer l'égalité d'armements entre la France et l'Italie? Cette égalité serait en réalité une ingérence et une violation des traités existants. Ce n'est pas à nous de nous occuper de la question de l'égalité, mais de faire observer que la France ne saurait accepter d'être traitée à l'égalité avec une puissance qui possède des moyens de défense supérieurs à ceux de la France.

Nous sommes, quant à nous, le plus vif désir de nous entendre avec les Italiens, à la seule condition de ne pas sacrifier notre sécurité et celle de nos colonies. Nous croyons, nous aussi, qu'un accord raisonnable et durable est possible avec eux; aussi nous ne nous dérobon pas aux conversations suggérées par M. Henderson. Mais ces conversations peuvent-elles aller bien loin si le Gouvernement italien s'obstine à réclamer l'égalité d'armements entre la France et l'Italie? Cette égalité serait en réalité une ingérence et une violation des traités existants. Ce n'est pas à nous de nous occuper de la question de l'égalité, mais de faire observer que la France ne saurait accepter d'être traitée à l'égalité avec une puissance qui possède des moyens de défense supérieurs à ceux de la France.

L'aviateur Mermoz a franchi l'Atlantique-Sud en 21 heures 10 minutes

Par cette brillante performance, il s'adjuge le record du monde de distance en ligne droite en hydravion

On connaît l'effort poursuivi en vue d'améliorer les relations entre la France et les Républiques latines du Sud-Amérique. Alors qu'il fallait une moyenne de huit jours pour que le courrier européen puisse être distribué après avoir couvert plus de douze mille kilomètres, on laissait prévoir la suppression prochaine des avions rapides faisant la liaison maritime entre Dakar (Sénégal) et Port-Natal (Brésil) et leur remplacement par des hydravions.

Cette première liaison rapide a pris corps dès dimanche matin. Piloté par Emile et Marjolot, le courrier postal est parti de Toulouse à 5 h. 10 du matin et a atteint Saint-Louis-du-Sénégal lundi matin à 5 h. 27, ayant parcouru la distance totale en 21 heures et 17 minutes.

L'aviateur Mermoz les attendait avec son hydravion et aurait pu prendre l'air vingt minutes après leur atterrissage. Une simple mesure justifiée par la prudence même de l'excellent pilote désireux d'atteindre le Brésil en plein jour retardera l'envoi jusqu'à 10 heures (midi, heure de Paris).

Mermoz comptait accomplir la liaison en dix-huit heures. Sa tentative a été couronnée de succès et Mermoz, qui emportait 200 kilos de lettres et de colis postaux, a réussi le bel exploit qu'accomplissent avant lui Costes et Iglesias et, enfin, Challe et Lalle Borges.

Mais, alors que ses prédécesseurs réussissent avec des appareils de grand raid, Mermoz pilotait un simple appareil.

En relisant d'un seul coup d'œil, l'Afrique à l'Amérique du Sud, Mermoz a mis en relief les possibilités immédiates de la liaison France-Amérique du Sud entièrement aérienne, jusqu'ici, le courrier était transporté par avion de Toulouse à Dakar, où il était embarqué à bord d'avions rapides qui l'amenaient à Natal, puis d'autres appareils le transportaient à travers les Républiques sud-américaines.

La ligne aérienne entre les deux continents va ainsi gagner un temps appréciable sur le service actuel, qui était déjà des plus rapides. Aussi, la performance de l'aviateur Mermoz marque-t-elle une date dans l'essor de l'aviation commerciale française.

Elle constitue, de plus, un autre exploit.

Le trentième anniversaire d'une association catholique d'un des cantons du Grand Brabant, Uccle, a été l'occasion de plusieurs déclarations importantes qui précèdent l'orientation actuelle du parti catholique. Sans doute, ce n'est pas seulement par son organisation politique que l'idée catholique s'affirme en Belgique. Elle a ses remarquables œuvres religieuses, sociales et économiques. Elle a son organisation scolaire incomparable. Elle a ses jeunes conquérantes. Mais la politique est aussi une force; et c'est, actuellement, elle semble passer par une éclipse et ne pas progresser à l'égard des autres facteurs de la vie catholique belge, il n'en faut pas moins noter les principaux courants qui l'entraînent aujourd'hui.

L'anniversaire politique dont je parle, plusieurs chefs considérés ont pris la parole. M. Collet, député de Bruxelles, n'a pas caché que les luttes de demain seront les plus dures et les plus tragiques de toutes celles que le parti a supportées jusqu'ici. C'est à la jeunesse qu'il a fait appel pour sauver le drapeau, surtout en présence du danger des querelles linguistiques, ajoutant: «C'est dans la charité et dans la fraternité chrétiennes que Flamands et Wallons doivent chercher à se comprendre mutuellement, apparentés qu'ils sont, sinon par le race, du moins par les souffrances communes supportées pour la patrie.»

M. Laloire, président de Jeunes Gardes catholiques, a résumé l'objet de la lutte politique: «Tu es ou tu n'es pas, il faut le dire dans l'âme de nos enfants.» Comme je le disais dans une lettre récente, la menace d'une guerre scolaire a de nouveau été mise en lumière par la manifestation cartelliste de Schaarbeek. A l'exemple des Jociétes, M. Laloire a ajouté: «Une telle cause nous trouvera prêts à tous les sacrifices.»

M. le sénateur Wauquiez parla de la suprématie des principes sur les personnes: «Une nation ne périt pas faute d'hommes, dit-il, mais faute de principes.»

M. Renkin, ancien ministre, a repoussé toute politique qui ne servirait que les intérêts matériels. Il faut élever la politique et la mettre au service des grandes forces morales qui grandissent les nations: la diffusion de la religion et le culte de la patrie.

M. Croeckert, sénateur, a montré que la nationalité belge, forte de plus de mille ans d'histoire, s'était toujours confondue avec sa fidélité au Christ. Ce qui a fait sa grandeur dans le passé sera encore demain la grandeur du pays. Aucune question secondaire ne peut diviser ceux qui croient en cette incontestable vérité historique.

Sans doute, il ne faut pas se faire illusion. La pratique ne vaut pas toujours ces énoncés. La politique est l'art du possible. Mais que des grandes idées dominent la politique catholique belge, c'est un fait qui frappe les moins prévenus et c'est un autre fait aussi que la jeunesse — les agissant de demain — entre dans la vie avec ces grandes idées comme programme.

S.

Un scandale municipal à Lyon

Depuis quelque temps, on murmurait que le secrétaire de la mairie du 2^e arrondissement, M. Deville, venait d'être mis à la porte malgré son ancienneté, et cela sans retraite, sans indemnité.

L'affaire fut évoquée devant le Conseil municipal. M. Herriot répondit qu'il ne s'agissait pas d'une liquidation regardant exclusivement ses services.

Ce ne fut pas l'avis de M. Valette, préfet du Rhône, qui vient de porter plainte, malgré tous les efforts des loges pour étouffer l'affaire, contre Deville qui, depuis on ne sait combien de temps, mettrait en coupe réglée combattants, vieillards, veuves, orphelins. Bref tous ceux qui avaient à passer par ses griffes.

Quelques idées catholiques

Le trentième anniversaire d'une association catholique d'un des cantons du Grand Brabant, Uccle, a été l'occasion de plusieurs déclarations importantes qui précèdent l'orientation actuelle du parti catholique.

Sans doute, ce n'est pas seulement par son organisation politique que l'idée catholique s'affirme en Belgique. Elle a ses remarquables œuvres religieuses, sociales et économiques.

Elle a son organisation scolaire incomparable. Elle a ses jeunes conquérantes. Mais la politique est aussi une force; et c'est, actuellement, elle semble passer par une éclipse et ne pas progresser à l'égard des autres facteurs de la vie catholique belge, il n'en faut pas moins noter les principaux courants qui l'entraînent aujourd'hui.

L'anniversaire politique dont je parle, plusieurs chefs considérés ont pris la parole. M. Collet, député de Bruxelles, n'a pas caché que les luttes de demain seront les plus dures et les plus tragiques de toutes celles que le parti a supportées jusqu'ici.

C'est à la jeunesse qu'il a fait appel pour sauver le drapeau, surtout en présence du danger des querelles linguistiques, ajoutant: «C'est dans la charité et dans la fraternité chrétiennes que Flamands et Wallons doivent chercher à se comprendre mutuellement, apparentés qu'ils sont, sinon par le race, du moins par les souffrances communes supportées pour la patrie.»

M. Laloire, président de Jeunes Gardes catholiques, a résumé l'objet de la lutte politique: «Tu es ou tu n'es pas, il faut le dire dans l'âme de nos enfants.»

Les félicitations officielles.

M. Laurent Eynac, ministre de l'Air, a adressé à l'aviateur Mermoz le télégramme suivant: «M. Mermoz, 21 heures 10 minutes, record, un exploit de grand ordre, félicitations officielles.»

Le télégramme de félicitations officielles.

Les félicitations officielles.

Le télégramme de félicitations officielles.

Le télégramme de félicitations officielles.

Le télégramme de félicitations officielles.

Le télégramme de félicitations officielles.

Le télégramme de félicitations officielles.

Le télégramme de félicitations officielles.

Le télégramme de félicitations officielles.

Le télégramme de félicitations officielles.

Le télégramme de félicitations officielles.

Le télégramme de félicitations officielles.

Le télégramme de félicitations officielles.

Le télégramme de félicitations officielles.

Le télégramme de félicitations officielles.